

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 04/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DICKSON CONSTANT**

ZI DE LA PILATERIE  
BP 109  
59290 WASQUEHAL

Références : inspection 2022  
Code AIOT : 0007000575

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement DICKSON CONSTANT implanté rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 WASQUEHAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans une situation de sécheresse dans le département du Nord, le préfet a pris un arrêté préfectoral le 11 août 2022 en vue de la préservation de la ressource en eau. Les mesures prises dans cet arrêté ont été prorogées jusqu'au 30/11/2022 par arrêté préfectoral du 15/09/2022

L'objectif de la visite a été d'identifier les actions mises en oeuvre par l'exploitant pour répondre à cette situation.

L'inspection examine à la fois les dispositions réglementaires imposées par l'arrêté du 11/08/2022 et les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/08/2007.

Par ailleurs, suite au constat de non conformité des concentrations en hydrocarbures et en zinc dans les eaux résiduaires, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 23/08/2007 (pour les HC) et de l'article 32.3 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.

La présente inspection a permis de faire le point sur les mesures prises par l'exploitant en vue du respect de ces dispositions.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DICKSON CONSTANT
- rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 WASQUEHAL
- Code AIOT : 0007000575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société Dickson-Constant exploite à Wasquehal un site industriel de fabrication de tissus pour stores sur la zone Industrielle de la Pilaterie.

Cette unité comprend, notamment, des ateliers d'ourdissage, de tissage, d'apprêtage, de stockage ainsi que des installations de compression d'air et des tours aéroréfrigérantes

Les activités de la société sont régies par l'arrêté préfectoral du 23 août 2007 qui autorise l'exploitation de l'établissement notamment au titre de la rubrique 2330.1 (apprêts et enduction de tissus).

Le site relève également de la directive sur les émissions industrielles dite IED et est classé sous la rubrique 3620 : Prétraitement (opération de lavage, de blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour. Les conclusions de ce Bref ne pas encore disponibles à ce jour.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- arrêté préfectoral d'alerte sécheresse du 11/08/2022 et autres prescriptions associées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/08/2007
- récolement APMD du 15/12/2021 portant sur le respect des VLE (rejet industriel aqueux)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à la publication de l'arrêté préfectoral du 11 août 2022 visant à la préservation de la ressource en eau dans le département du Nord, selon leur niveau de prélèvement, les industriels se voient imposer une réduction de 10% de leur consommation d'eau.

L'arrêté est applicable pour le moment jusqu'au 30 novembre 2022.

Bien qu'en deça des seuils imposant cette réduction de 10 % de la consommation d'eau, l'exploitant a démontré le respect de l'arrêté en question ainsi que le respect des dispositions de son arrêté préfectoral du 23/08/2007 en relation avec cette thématique : il a mis en oeuvre certaines mesures afin de répondre à la situation d'alerte sécheresse.

### ARRÊTE PLAN SECHERESSE

#### POINT SUR APMD

L'exploitant respecte ses obligations réglementaires en la matière, aucune suite administrative n'est proposée.

Il conviendra que l'exploitant réalise un bilan de ses actions à la fin de la période d'alerte.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Préservation de la ressource en eau dans le département du Nord	Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 2	/	Sans objet
2	Nature des installations	AP Complémentaire du 23/08/2007, article 1.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Classement IED	Lettre du 06/03/2014, article 1er	/	Sans objet
4	Prélèvements et consommation d'eau	AP Complémentaire du 23/08/2007, article 4.1.1	/	Sans objet
5	Prélèvements et consommation d'eau	AP Complémentaire du 23/08/2007, article 4.1.2	/	Sans objet
6	APMD sur VLE sur [HC] et [Zn]	AP de Mise en Demeure du 15/12/2021, article 1er	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la publication de l'arrêté préfectoral du 11 août 2022 visant à la préservation de la ressource en eau dans le département du Nord, l'exploitant a mis en oeuvre un suivi plus précis de sa consommation d'eau afin de situer le niveau de ses prélèvements par rapport à son autorisation préfectorale d'une part et à son autorisation préfectoral réduite de 10% d'autre part.

L'exploitant a démontré qu'il se situe en dessous des valeurs réglementaires et il a mis en oeuvre certaines mesures afin de répondre à la situation d'alerte sécheresse.

L'exploitant respecte ses obligations réglementaires en la matière, aucune suite administrative n'est proposée.

Il conviendra que l'exploitant réalise un bilan de ses actions à la fin de la période d'alerte.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Préservation de la ressource en eau dans le département du Nord**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2 – Mesures de restriction d’usage pour les bassins versant en situation d’alerte</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tout prélèvement dans une voie d’eau ne peut se faire que dans les conditions définies à l’article 3 ;</li> <li>- les activités industrielles, commerciales et artisanales doivent limiter au strict nécessaire leur consommation d’eau. Un registre de prélèvement doit être rempli hebdomadairement ;</li> <li>- le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle.</li> </ul> <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d’eau insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les activités soumises à autorisation au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE) doivent respecter les dispositions contenues dans leurs arrêtés d’autorisation ou arrêtés complémentaires fixant des mesures spécifiques relatives aux prélèvements dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines ou pour économiser l’eau en relation à l’impact de leurs rejets d’eaux résiduelles sur le milieu naturel ;</li> <li>- à défaut de dispositions spécifiques contenues dans leurs arrêtés d’autorisation et sauf dérogation spécifique accordée par le Préfet, les ICPE autorisées à prélever plus de 1000 m3/jour dans les eaux de surface ou plus de 80 m3/heure dans les eaux souterraines voient leur autorisation réduite de 10 %.</li> </ul> <p>Les exploitants des Installations Classées concernées devront rendre compte à la DREAL des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d’eau autorisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les ICPE soumises à autorisation au titre de la nomenclature des ICPE voient leur autorisation de prélèvement dans le réseau d’eau potable réduite de 10 %, sauf dérogation spécifique accordée par le Préfet. (...).</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'eau utilisée pour le process provient du réseau d'eau public de la ville de Wasquehal. Depuis les premières mesures en matière réduction des consommations d'eau dans un contexte de sécheresse (soit depuis la semaine 19) l'exploitant a mis en place un suivi particulier de ses consommations. Il a mis en place un suivi des 4 compteurs d'eau en place, 2 sur les RIA (installations liées à la lutte contre l'incendie non visées dans le cadre des restrictions sécheresses) et 2 sur l'eau de process.</p> <p>L'exploitant réalise un relevé hebdomadaire (le relevé en situation normale est mensuel) et les relevés sont enregistrés.</p> <p>L'arrêté du préfet du 11/08/2022 impose aux exploitant ICPE prélevant plus de 1000 m3/j (ou plus de 80m3/h) une réduction de 10% de l'autorisation de prélèvement. L'exploitant n'est autorisé à prélever que 450 m3 /j, il n'est donc pas concerné directement par ces dispositions. Toutefois, il est concerné par le respect des dispositons de son arrêté préfectoral (voir ci-après) et par le fait de devoir limiter au strict nécessaire ses consommations d'eau.</p> <p>Dans ces conditions, l'exploitant a mis en place un suivi et un contrôle de ses prélèvements par rapport à son autorisation initiale et par rapport à une autorisation abaissée de 10% soit 405 m3/j. L'examen du tableau des relevés de consommation d'eau depuis la semaine 19 présenté par l'exploitant montre que la consommation d'eau est nettement en dessous des 450m3/j et des 405m3/j en y intégrant même les consommations d'eau liées à l'alimentation du réseau de RIA. La moyenne de consommation est de l'ordre de 230/250 m3/j avec un maximum de 336 m3/j sur la semaine 28.</p> <p>Par ailleurs, la consommation annuelle autorisée est de 104 000 m3/an. La consommation sur l'année 2021 est de 89 266 m3 et sur l'année 2022 (arrêté à fin septembre) : 55 549 m3. Il est constaté une consommation annuelle inférieure au prélèvement autorisé.</p> <p>La situation est conforme.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant devra rendre compte à la DREAL, sous la forme d'un bilan portant sur la période des mesures sécheresses, des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d’eau autorisés</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Nature des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/08/2007, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Teintures, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles.  Rubrique 2330-1: A1 La quantité de fibres et de tissus susceptible d'être traitée étant : 1 - Supérieure à 1t/j. Apprêt et enduction de tissus La quantité de tissus susceptible d'être traitée est égale à 22 t/j.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les quantités de tissus traitées. Les quantités de tissus traitées sont inférieures à la valeur autorisée de 22 t/j.  La situation est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Classement IED

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 06/03/2014, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> 3620 Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour Apprêt et enduction de tissu</p> <p>La quantité de tissu susceptible d'être traité est égale à 22 tonnes par jour : A</p> <p>De plus, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles correspondantes sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• rubrique principale - 3620 : Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour</li> <li>• conclusions sur les meilleures techniques disponibles (ou documents BREF) correspondantes : Textile (TXT).</li> </ul> <p>Il est à noter que le classement de vos installations définis à l'article 1.2.1 de l'Arrêté Préfectoral du 23 août 2007 reste applicable.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les quantités de tissus traitées.</p> <p>Les quantités de tissus traitée demeurent supérieures au seuil des 10 t/j. L'exploitant reste soumis aux dispositions de la directive IED. L'inspection lui a rappelé qu'il devra remettre dans un délai d'un an après la publication des conclusions du Bref TXT (non parues à ce jour) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dossier de réexamen (comportant le positionnement des installations par rapport aux MTD en terme de process et de performances d'émission et proposition d'évolution de l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur)</li> <li>- le rapport de base ou une justification de non soumission</li> </ul> <p>La situation est conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b>
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, origine des approvisionnement en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau d'eau public de la ville de Wasquehal.  Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :  Origine de la ressource : Réseau public Consommation maximale annuelle : 104 000 m3 Débit maximal journalier : 450 m3  L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.  Une étude portant sur la réduction de la consommation d'eau devra être remise sous 12 mois.
<b>Constats :</b> L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau d'eau public de la ville de Wasquehal.  L'exploitant a communiqué ses consommations annuelles et journalières tel que précisé au point de contrôle de l'article 2 de l'AP du 11/08/2022 susvisé.  La consommation annuelle reste inférieure à 104 000 m3 et le débit maximal journalier reste inférieur à 450 m3.  L'exploitant a communiqué à nouveau de l'étude datée du 28/04/2010. Cette étude a pour objet de balayer tous les points de consommation d'eau du site de Wasquehal, afin de déterminer les axes d'économies. Pour ce faire, le site a été équipé de compteurs à chaque point de consommation, soit 23 compteurs. L'étude reprend les actions qui ont été engagées depuis 2000. Elles ont portées sur la récupération de l'eau de refroidissement des pompes à vide EVAC (2000) ; la récupération de l'eau aspirée par les lèvres d'essorage sur la toile (2002) ; récupération de l'eau des fonds de baignoires de traitement (2003) ; changement d'adoucisseur (2008, le nouvel adoucisseur avec régénération par contre courant consomme 40% d'eau en moins lors des cycles de régénération. Il passe de 12m3 à 7m3, pour 3 régénérations par jour sur 200 jours à 80% de rendement soit 2400m3/an) ; équipement des installations comportant des purges d'un système d'électrovannes couplées à un compteur d'eau permettant une économie de 20% sur les purges soit pour 6 installations 540m3/an. L'étude indiquait également les voies d'action possible sur le plus gros poste de consommation d'eau que représente le lavage des toiles. D'un constat d'une consommation d'eau en 2010 à 9l/kg, il a atteint aujourd'hui en optimisant le process, mais avec un soucis de qualité industrielle, une consommation de 7l/kg.  La situation est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/08/2007, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conception et exploitation des installations de prélèvement d'eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.
<b>Constats :</b> La site comporte 4 TAR avec 3 circuits indépendant. Il n'y a pas de réfrigération en circuit ouvert.  Voir les éléments précisés à l'article article de l'AP Complémentaire du 23/08/2007.  Par ailleurs, au regard du retour d'expérience acquis suite à l'installation d'une nouvelle usine sur la commune de Hordain (59), l'exploitant envisage à échéance d'août 2023, le remplacement de la laveuse par un outils plus performant. Le gain attendu en terme de consommation d'eau est de 50%.  La situation est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/12/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE Concentration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société DICKSON CONSTANT, exploitant une usine de tissage et apprêtage sise 10 rue des châteaux sur la commune de WASQUEHAL (59290) et dont le siège social est situé à la même adresse, est mise en demeure de respecter les concentrations limites fixées aux articles 4.3.8 de son arrêté préfectoral du 23 août 2007 pour le paramètre hydrocarbures totaux et 32.3 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour le paramètre Zinc sur le rejet des eaux résiduelles identifié rejet n°4 et dans un délai de 9 mois.</p>
<p><b>Constats :</b> Des dépassements sont constatés de manière récurrente sur les paramètres [HC] et [Zn].</p> <p>Ces dépassements ont conduit le préfet à prendre un arrêté de mise en demeure signé le 15/12/2021 avec un délai accordé de 9 mois suite à un contrôle inopiné réalisé en 2021.</p> <p>En réponse aux observations formulées par l'inspection (courrier du 17/02/2021), l'exploitant a sollicité auprès du Préfet (courrier du 21/04/2021) un délai complémentaire de 9 mois aux 9 mois indiqués dans le projet d'arrêté afin de pouvoir revenir à une situation conforme. L'exploitant mettait en avant la recherche complexe de l'origine des dépassements qui sont fluctuants selon les produits traités ainsi que la mise en place récente d'une unité de traitement sur la nouvelle usine de Hordain pour laquelle il est nécessaire d'avoir un temps de fonctionnement suffisant pour en constater l'efficacité et la possibilité de décliner cet outil sur le site de Wasquehal.</p> <p>L'exploitant a engagé des actions de recherche auprès de ses fournisseurs de tissus afin d'essayer d'identifier les sources d'HC et de Zn. Les opérations d'ensimage sont a priori les sources de ces polluants. L'exploitant constate une forte variabilité de la qualité du rejet selon les fils traités. L'exploitant indique être confronté au manque de coopération des différents fournisseurs issus de divers pays. Bien que cette action d'identification à la source ne soit pas finalisée l'exploitant a décidé de mettre en place un traitement de ces eaux. Outre l'effet attendu sur les concentrations et les flux de polluants, cet outil devrait permettre de jouer favorablement sur la température de l'effluent (paramètre largement au dessus des 30°C, 50°C le jour de la visite, valeurs moyennes supérieures à 30°C sur les mois précédents donc non conformes également).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'installation de traitement est en cours d'installation. Sa mise en service est prévue pour novembre 2022. L'investissement financier est de l'ordre de 250 000 €.</p> <p>L'examen des déclarations GIDAF au jour de l'inspection montre sur les paramètres visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hydrocarbures : une forte baisse en concentration et flux sur les derniers temps</li> <li>- Zinc : des valeurs aléatoires mais un dépassement du flux autorisé (dans la limite de 20% ) uniquement 2 fois sur les analyses récentes.</li> </ul> <p>L'exploitant a par ailleurs communiqué l'autorisation de déversement établie avec le gestionnaire de réseau la MEL (document du 02/07/2018). Le flux journalier en Zn permis par la convention est supérieur à celui fixé par arrêté préfectoral (1000g/L contre 750g/L) et aucune valeur n'est fixée sur le paramètre HC. Le dossier de réexamen qui sera à produire suite à la parution des conclusions de Bref TXT devra être l'occasion de réexaminer également la situation de l'établissement en termes de qualité du rejet aqueux.</p> <p>Au regard de ces éléments, il est à présent nécessaire d'attendre la mise en fonctionnement de la station de traitement pour examiner la conformité en terme de qualité du rejet industriel.</p>
<b>Observations :</b> Le récolement définitif de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/12/2021 pourra intervenir une fois la station de traitement mise en service et les analyses réalisées dans le cadre de l'autosurveillance et dans le cadre de contrôles inopinés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet